

Brochure n° 3049 | Convention collective nationale

IDCC : 1557 | **COMMERCE DES ARTICLES DE SPORT
ET ÉQUIPEMENTS DE LOISIRS**

Avenant n° 2 du 18 janvier 2023

à l'accord du 6 mai 2021
relatif à la formation, à l'alternance et au développement des compétences

NOR : ASET2350439M

IDCC : 1557

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

DICA ;

Union Sport & Cycle,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

UNSA FCS,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} | Modification de l'article 2.1.2 relatif à la durée de la « Pro-A »

À la fin de l'article 2.1.2 « La reconversion ou la promotion par l'alternance », la 2^e phrase du 1^{er} alinéa de l'article « Durée de la "Pro-A" » est supprimée et remplacée par :

- « Le dispositif peut être prolongé jusqu'à vingt-quatre mois pour :
- les personnes qui visent une des certifications professionnelles listées par l'accord du 1^{er} juillet 2021 relatif à la mise en œuvre de la reconversion ou promotion par l'alternant (Pro-A) et ses avenants ;
 - pour les personnes bénéficiant d'un contrat unique d'insertion ;
 - pour les personnes reconnues travailleur handicapé. »

Les autres termes de l'article demeurent inchangés.

Article 2 | Dispositions finales

2.1. Entrée en vigueur et durée

Cet avenant est conclu pour une durée indéterminée et entrera en vigueur le lendemain de son dépôt.

2.2. Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés

Le présent avenant a vocation à s'appliquer à toutes les entreprises de la branche, quel que soit leur effectif, les enjeux de forte mutation de l'activité et de risque d'obsolescence des compétences étant largement partagés ; les parties signataires conviennent donc que l'avenant ne nécessite pas de disposition spécifique aux entreprises de moins de 50 salariés.

2.3. Dépôt et extension

Le présent avenant sera notifié aux organisations représentatives conformément aux articles L. 2231-5 et suivants du code du travail et déposé par l'Union sport & cycle.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère chargé du travail l'extension du présent avenant.

2.4. Révision

Les dispositions du présent avenant peuvent faire l'objet d'une révision ou d'une dénonciation, conformément aux articles L. 2261-7 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 18 janvier 2023.

(Suivent les signatures.)